

Ces remarques tendent à indiquer qu'il y aurait peut-être lieu, à la veille du déploiement de nos missiles, d'ajouter à notre stratégie un troisième volet axé sur une intervention politique de haut niveau destinée à activer les pourparlers en vue d'un accord. Ce troisième volet nous permettrait de faire connaître nos objectifs politiques généraux et notre ferme propos de ne pas nous laisser intimider.

Les risques d'accident ou de calcul erroné sont trop grands pour que nous ne commencions pas à réparer les voies de communication avec nos adversaires. La tension est trop forte pour que nous n'en revenions pas à une attitude plus constructive lorsqu'il s'agit de résoudre des crises. Et le degré de méfiance mutuelle est trop marqué pour que nous n'essayions pas de rétablir la confiance par des contacts et des consultations politiques soutenus.

C'est là, à mon sens, le seul moyen de renforcer la qualité et la crédibilité des efforts déployés de toutes parts en faveur de la paix et de la sécurité. Mais un préalable s'impose à cette fin : celui de faire profiter les assemblées de l'Ouest, surtout celles qui réunissent les chefs de gouvernement, du libre échange d'idées que nous pratiquons dans nos sociétés et que nous préconisons pour les autres. Tous ces moyens sont, en quelque sorte, autant d'armes mises à notre disposition et nous ne devons pas hésiter à les employer.

À l'heure actuelle, en effet, les négociations sur les armements, tout comme la stratégie militaire, ont tendance à s'écarter de l'action politique des participants. J'ai fait allusion tout à l'heure aux pourparlers de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces qui piétinent depuis plus de dix ans. Pour que ces pourparlers sortent de leur stagnation, il faut instamment leur accorder l'attention qui convient. Au cours des années, d'autres dirigeants et moi-même avons fait plusieurs propositions dans ce sens, propositions qui jouissent actuellement d'un plus large appui.

Nous mettons beaucoup d'espoir dans la Conférence sur le désarmement en Europe organisée par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui doit débiter à Stockholm en janvier prochain. Le Canada fera tout en son pouvoir pour que cette conférence soit fructueuse. Nous sommes conscients du besoin de convenir de mesures d'ordre militaire propres à susciter la confiance. Mais ces négociations, si importantes soient-elles, ne répondront pas à nos aspirations si elles se déroulent dans un vide politique. L'équilibre précaire de la sécurité en Europe ne peut pas reposer uniquement sur une ou deux séries de négociations. Celles-ci doivent s'appuyer sur un climat de compréhension stable entre l'Est et l'Ouest, qui suppose la reconnaissance réciproque des besoins légitimes de sécurité, un dialogue permanent à un haut niveau et une attitude ferme dans la gestion des crises. Ici encore, nous avons besoin de l'intervention politique qui constituerait, comme je l'ai dit, le troisième volet de notre stratégie.

Ce qui nous manque, c'est une stratégie de confiance, des gestes constructifs de nature politique :

- des mesures propres à réduire les tensions engendrées par l'incertitude quant aux buts poursuivis, ou par la crainte des conséquences d'un échec ;
- des mesures qui atténuent l'hostilité et favorisent un minimum de respect mutuel ;